

La recherche féministe, une mission et surtout, une passion à l'Institut !

par Marie-Andrée Roy, directrice

Une des raisons d'être de l'Institut se résume en quelques mots: produire et diffuser de la recherche féministe, une recherche qui contribue à transformer les rapports sociaux de sexe et à ouvrir des perspectives nouvelles sur le devenir du monde. Cette recherche est ancrée dans notre culture, notre société et est résolument pluridisciplinaire. Dans plusieurs cas, elle se fait en partenariat avec des groupes de femmes.

L'Institut s'applique à donner son appui aux chercheuses tant en aval qu'en amont du processus de production de la recherche. Pour tout vous dire, notre ambition pour les prochaines années c'est de renforcer ce support pour dynamiser les équipes, développer des concertations, partager des analyses et de nouveaux savoirs et assurer le rayonnement de la recherche féministe. Pour ce faire, nous donnons à chaque année une formation sur les demandes de subvention (ne râtez pas la prochaine qui aura lieu au début de septembre) et nous proposons un service de relecture des demandes de subvention. Une fois la subvention obtenue, nous offrons, dans la mesure du possible, un local pour accueillir

l'équipe et nous gérons au besoin les budgets, les contrats d'assistantat, etc. Afin de dynamiser les échanges sur des questions théoriques, épistémologiques et méthodologiques, nous avons commencé cette année à animer des séminaires de recherche qui s'adressent aux professeures chercheuses de l'Institut et, selon les cas, à des étudiantes inscrites aux cycles supérieurs, des adjointes de recherche, des chargées de cours et des représentantes de groupes de femmes. Le premier séminaire, assuré par la sociologue **Danielle Juteau**, avait pour thème : *Diversité, ethnicité et rapports sociaux de sexe* (vous en trouverez un compte rendu dans les pages du présent Bulletin). Le deuxième séminaire, donné par notre collègue **Micheline de Sève** avait pour titre: *Identité, capacité d'action et éthique féministe*. Ces deux séminaires ont permis des échanges stimulants et nous en aurons d'autres au cours de la prochaine année.

Il importe de mentionner que plusieurs chercheuses de l'Institut ont reçu cette année de nouvelles subventions de trois ans du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Permettez-moi de féliciter : **Sylvie**

Paré du Département d'études urbaines qui a reçu un financement pour son projet de recherche intitulé *Femmes immigrantes dans la nouvelle économie: un regard comparatif sur Montréal et Ottawa*; **Catherine des Rivières-Pigeon** du Département de sociologie qui a également reçu une subvention pour des travaux sur *Conciliation travail-famille et horaires atypiques: étude multidisciplinaire de la conciliation travail-famille chez les travailleuses et travailleurs des secteurs de l'alimentation et de l'hôtellerie*; cette recherche est menée à la fois dans le cadre du Protocole UQAM, CSN, CSQ, FTQ du Service aux collectivités et des travaux de recherche de l'Institut de recherches et d'études féministes; **Maria Nengeh Mensah** de l'École de travail social a reçu une subvention de recherche pour mener une *Étude de la culture du témoignage chez les femmes et les hommes vivant avec le VIH/sida dans le discours des médias au Québec* (allez lire dans les pages suivantes l'article de Maria qui présente les résultats de ses récents travaux).

Bravo à toutes ces équipes de recherche !

Colloque étudiant *Féminisme(s) en mouvement* les 23 et 24 mai 2008

L'événement *Féminisme(s) en mouvement* c'est une rencontre de deux jours qui aura lieu les 23 et 24 mai 2008 à l'UQAM. L'événement sera présenté sous la forme d'un colloque étudiant multidisciplinaire réunissant, entre autres domaines, l'histoire, les arts visuels, les communications, les études littéraires, les sciences politiques et la sociologie à l'intérieur d'un cadre féministe. Cet événement est organisé par des étudiantes du 1^{er} au 3^e cycles en études féministes de l'UQAM.

Il s'agit en fait d'une opportunité pour une centaine d'étudiantes tant anglophones que francophones, et provenant des universités Laval, Concordia, d'Ottawa et de Montréal, de partager leurs travaux, leurs recherches et leurs idées. Cet événement vise à créer un lieu de débats et d'échanges de savoirs sur ce qui anime les études féministes aujourd'hui, selon les trajectoires diverses qui problématisent la catégorie « femmes » et les notions d'identité sexuelle/sexuée/de sexe/de genre. L'époque actuelle étant plus que jamais marquée par la pluralité et la diversité des mouvements et des populations, cette rencontre veut favoriser un espace d'échange et de discussion entre les différentes orientations féministes.

Programmation

De façon plus spécifique, les différents panels aborderont les thématiques suivantes : «Des identités à déconstruire» (**Marianne Bourcheix-Laporte**, doctorat en arts, Université Concordia et **Liza Petiteau**, doctorat en histoire de l'art, UQAM) ; «Pouvoir et autonomie» (**Sandrine Ricci**, maîtrise en sociologie, UQAM, **Marie Langevin**, maîtrise en science politique, Université Laval et **Clara Whyte**, chercheure associée à l'IREF) ;

«L'enchevêtrement des systèmes d'oppression» (**Marie-Ève Paré**, maîtrise en anthropologie, Université de Montréal et **Natalie Duchesne**, maîtrise en science politique, UQAM) ; «Le féminin revu et corrigé» (**Émilie Théorêt**, doctorat en études littéraires, Université Laval, **Virginie Durey**, doctorat en histoire, UQAM et **Camille Aubry**, DESS en design de l'environnement, UQAM) ; «Représentations et déplacements des genres» (**Tanya Déry-Obin**, baccalauréat en études littéraires, UQAM, **Lucie Ledoux**, doctorat en études littéraires, UQAM et **Claire Grino**, doctorat en philosophie, Université Laval et Paris I) ; et « En théorie c'est d'la pratique! » (**Pascale Brunet-Gauthier**, certificat en études féministes, UQAM, **Julie Depelteau** et **Stéphanie Mayer**, baccalauréat en science politique, UQAM, **Ève Cantin-Lafrance**, certificat en études féministes, UQAM et **Mercédès Baillargeon**, maîtrise en études littéraires, UQAM).

De concert avec le cours *Atelier synthèse en études féministes* offert par l'IREF et donné par **Maria Nengeh Mensah**, des étudiantes, à la fois militantes dans certains regroupements féministes, viendront présenter leurs pistes d'action. En parallèle, plusieurs artistes exposeront leurs œuvres. L'événement comptera également le lancement du recueil «Un micro... pis toée!». Nous ferons l'honneur d'être présentes, à titre d'animatrices de panel, de l'UQAM, les professeures **Micheline de Sève** du Département de science politique, **Martine Delvaux** du Département d'études littéraires, **Thérèse St-Gelais** du Département d'histoire de l'art, **Maria Nengeh Mensah** de l'École de travail social, **Line**

Sommaire

↳ La recherche féministe...	p.1
↳ Colloque «Féminisme(s) en mouvement»	p. 2
↳ Entrevue avec la professeure Christine Corbeil	p. 3
↳ Analyser, déconstruire et transformer la visibilité des femmes et des hommes vivant avec le VIH/sida	p. 7
↳ Comptes rendus: «La conquête du banc des jurés» et Symposium-concert «Y a-t-il une compositrice au programme ?»	p. 10
↳ Séminaire de recherche avec Danielle Juteau	p. 13
↳ Nouvelles parutions	p. 16

Chamberland de l'Institut de recherches et d'études féministes et de l'Université Concordia, **Chantal Maillé**, Institut Simone de Beauvoir.

Ce colloque se démarquera également par la présence de la sociologue **Marie-Hélène Bourcier**, professeure et chargée de recherche à l'Université Lille III et à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris, qui siègera à titre d'invitée d'honneur. Elle partagera, à l'ouverture du colloque, ses réflexions sur l'état actuel du féminisme et des études féministes. L'auteure de *Sexpolitiques: Queer Zone* 2¹ interviendra également lors d'une allocution de clôture qui dégagera les points saillants qui auront émergés des communications étudiantes.

Nous vous y attendons en grand nombre les 23 et 24 mai prochains à compter de 9h !

À noter que l'événement est gratuit. Pour de plus amples informations, veuillez contacter feminism.e.s@gmail.com.

Le programme du colloque est disponible sur le site Web de l'IREF: www.iref.uqam.ca

¹ Marie-Hélène Bourcier, *Sexpolitiques: Queer Zone*, La Fabrique éditions, 2005, 301p.

Entrevue avec la professeure Christine Corbeil

Femme de coeur et d'action: parcours d'une professeure pionnière en études féministes à l'UQAM

par Isabelle Marchand, professionnelle de recherche à l'IREF



Christine Corbeil est professeure à l'École de travail social. Elle a occupé le poste de directrice de l'IREF de 2001 à 2006. À l'aune de son imminente retraite, cette entrevue porte sur différents aspects de son parcours académique, du contexte qui l'a menée vers les études féministes, des aspects liés à sa profession et à sa pédagogie, les champs de recherche qu'elle a investigués. L'entrevue complète est disponible sur le site Web de l'IREF. Nous vous présentons une partie de l'entrevue.

Isabelle Marchand : Est-ce que tu peux me parler de ta formation initiale à l'UQAM et le contexte qui t'a amenée à enseigner en études féministes ?

Christine Corbeil : En 1973, j'ai obtenu un diplôme de maîtrise en

sociologie et mon mémoire portait sur la question de la concentration économique dans l'industrie manufacturière au Québec. À cette époque, il n'y avait malheureusement pas de formation universitaire dans le champ des études féministes. Par la suite, je me suis impliquée dans une association pour personnes assistées sociales et cela m'a permis d'être en contact avec des gens pauvres, majoritairement des femmes, qui tentaient de s'organiser pour retrouver l'estime de soi et rehausser leurs conditions de vie. Mon expérience dans l'enseignement a débuté en 1976 à l'UQAM comme chargée de cours. En 1978, j'ai obtenu un poste de professeure au département de sociologie. Peu de temps après mon embauche, le département de travail social a vu le jour et mon poste a été transféré. Depuis, je suis demeurée fidèle à ce

département. Dans la foulée des remaniements de l'époque, il y a eu une importante refonte du programme de baccalauréat en travail social et la création, en 1979, d'un cours intitulé *Condition féminine et condition sociale*. Pour la première fois au Québec, et même au Canada, un cours **obligatoire** en études féministes allait faire partie de la formation des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux. Je me suis retrouvée responsable de la conception de ce cours alors qu'il y avait encore très peu d'écrits féministes publiés dans le domaine. Heureusement, dès le début des années 1980, de plus en plus de chercheuses féministes ont commencé à s'intéresser aux conditions de vie des femmes et à réfléchir sur les pratiques sexistes dans le champ de l'intervention sociale.

En fait, au début des années 70, la conjoncture au Québec était particulièrement stimulante : les discussions à l'université étaient nourries par ce qui se passait dans les mouvements sociaux aux États-Unis et en France. Je me rappelle notamment du mouvement de lutte pour les droits civiques des Noirs, du mouvement contre la guerre du Vietnam et du mouvement étudiant en France. Au Québec, c'est plutôt la cause nationaliste qui alimentait notre ferveur militante. Munie d'une lecture matérialiste, l'engagement social est devenu un incontournable pour moi, un engagement qui s'est rapidement canalisé vers la cause des femmes. C'était l'époque des grandes manifestations publiques pour le droit à l'avortement et à la contraception, pour le développement d'un réseau public de garderies. En tant que

jeunes femmes, universitaires de surcroît, nous nous sentions directement concernées par ces problématiques; pas question de reproduire la vie de nos mères, nous souhaitions avoir accès au marché du travail, le mariage et la maternité, ce serait pour plus tard! Nous étions aussi fermement opposées au discours de l'Église catholique qui condamnait toute sexualité hors mariage et interdisait la contraception. Cette révolte touchait non seulement des aspects de la vie privée, mais elle visait aussi de larges pans de la société. Heureusement qu'il y avait des espaces pour l'exprimer, pour manifester notre colère et notre sentiment d'injustice. Je pense, entre autres, à tous ces groupes de femmes qui ont ouvert leurs portes au même moment et qui sont devenus des sources d'inspiration et des lieux de support aussi. Parce que nous ne pouvions pas être seules dans cette rupture que nous entamions avec les institutions. Toute cette période d'effervescence a nourri ma conviction que les études féministes, c'était un domaine porteur de sens, tant sur les plans scientifique que personnel et militant. Cela a été une période extrêmement stimulante !

IM : Ce contexte social a ainsi favorisé tes prises de conscience et a alimenté ton militantisme; j'imagine que cette période a aussi influencé ton début de carrière en études féministes ?

CC : Oui, rapidement j'ai pu lire des auteures féministes et participer à des groupes de discussion qui s'appuyaient sur les nouvelles productions féministes issues des milieux francophone et anglophone. D'ailleurs, dans le cadre de mon enseignement et de ma recherche en études féministes, j'ai réalisé l'importance de l'approche interdisciplinaire. J'avais bien sûr une formation en sociologie, mais je devais aussi aller du côté de l'histoire, de l'anthropologie, de la psychologie et du travail social, afin d'avoir accès à un plus vaste répertoire de connaissances

et de perspectives. De toute façon, tous ces domaines en sciences humaines sont intimement liés.

IM : C'était un terrain qui se déchiffrait aussi et c'était subversif pour l'époque?

CC : Oui. Nous avions la conviction de participer au démarrage d'un champ d'études. Nous prenions conscience tout à coup que la vie privée, c'était un univers en soi et que nous le connaissions peu. Dans ce contexte d'émergence de la pensée féministe, il y a eu des auteures marquantes comme Simone de Beauvoir, Marie Cardinal, Benoîte Groulx. Je me rappelle aussi du livre de Betty Friedan, *La femme mystifiée* publié en 1963, dans lequel elle constatait que le bonheur d'une femme ne se limitait à son statut d'épouse, de mère et de ménagère, et qu'elle avait droit à une sexualité qui lui était propre. C'était extrêmement inspirant d'entendre cela ! Au Québec, ces thématiques-là ont été reprises par les revues *Québécoises deboutte*, *Les Têtes de pioches* et *La Vie en rose*, des revues fondées par des féministes radicales qui n'ont pas hésité à faire le lien entre vie privée et vie publique, à questionner les rapports hommes-femmes et à dénoncer la maternité et l'hétérosexualité en tant qu'institutions patriarcales! En somme, mon premier rapport au féminisme a été nourri non seulement par des théoriciennes, par des écrivaines, mais aussi par des femmes de terrain qui étaient à l'origine de projets de revues, de troupes de théâtre, de centres de femmes car, dans le milieu culturel, universitaire et communautaire, il y avait un fort désir d'apprendre, de créer et de sortir des schèmes de pensée traditionnels.

IM : Qu'est-ce que tu retiens de cette période d'ébullition et d'essor des études féministes dans ce contexte où l'intellectualisme et l'empirisme était imbriqués?

CC : Pour moi, un événement qui a été marquant, c'est la conférence donnée

en 1980 à l'Hôpital Louis-H. Lafontaine par deux psychologues, Louise Mallette et Roxanne Simard, et intitulée *Va te faire soigner, t'es malade*. Cette conférence traitait de la santé mentale des femmes et, notamment, des jugements portés par les experts à l'égard des femmes déprimées, malades et souvent diagnostiquées *folles*. Cela a eu l'effet d'une bombe! Les psychiatres présents dans la salle ont pris le micro pour dénoncer les propos entendus; ils ont vivement réagi au discours critique de ces deux psychologues qui osaient remettre en question le fait que tant de professionnels de la santé culpabilisent les mères en les rendant responsables des difficultés de leurs enfants, de leurs problèmes de délinquance, de schizophrénie, etc. Avec conviction et courage, Mallette et Simard démystifiaient le discours et les pratiques des experts en santé mentale; elles dénonçaient leur mépris à l'égard des femmes, leur incapacité à entendre leur souffrance. Les psychiatres ont refusé cette lecture-là. Du haut de leur tribune, de leur savoir, ils s'opposaient à tout changement dans leur pratique professionnelle. Et de l'autre côté de la salle, là où étaient regroupées des infirmières, des psychologues, des travailleuses sociales et des femmes d'horizons divers, la réaction en fut une d'appui aux propos des conférencières car pour une fois, les mots pour décrire l'expérience des femmes étaient justes.

C'est à partir de ce moment-là que s'est développé tout un discours critique sur la manière dont nous interprétons les problèmes des femmes dans le champ de la santé et des services sociaux. Il est certain que cela a eu beaucoup d'impact sur ma trajectoire de chercheure. C'est d'ailleurs dans ce contexte que j'ai élaboré, avec trois collègues en travail social, un projet de recherche sur l'intervention féministe comme modèle alternatif au sexisme en thérapie. Ce

projet a donné lieu à la publication d'un livre en 1983 qui a eu des retombées importantes dans le mouvement des femmes, mais aussi dans le milieu institutionnel, là où des intervenantes féministes étaient à l'affût d'outils intégrant une lecture féministe et structurelle.

IM: Ce fut réellement à travers cette période momentum que tu as développé ton rapport au féminisme, ton enseignement et tes champs de recherche. Que t'ont inspiré tes travaux sur l'intervention féministe ?

CC: Ces réflexions sur l'intervention féministe, de même que les rencontres que nous avons faites avec des intervenantes, m'ont beaucoup nourrie et incitée à créer un deuxième cours en études féministes traitant spécifiquement de la santé mentale des femmes et de l'intervention féministe. Ensuite, il y a eu un troisième cours, optionnel celui-là, sur la violence faite aux femmes et l'intervention féministe. Trois cours qui se sont ainsi développés en l'espace de six ans. Toutefois, j'aimerais souligner que ce développement des études féministes en travail social a coïncidé avec la publication de plusieurs ouvrages traitant, entre autres, des femmes et de la folie, des violences faites aux femmes et de pratiques alternatives en regard de ces problématiques. Cet enseignement féministe n'aurait d'ailleurs pu voir le jour s'il n'y avait pas eu cette production scientifique, de même qu'une volonté de transposer les savoirs théoriques dans le champ de l'intervention. Je pense que le lien entre théorie et pratique est essentiel et il en demeure ainsi encore aujourd'hui.

IM: Si nous abordons plus spécifiquement ton enseignement, comment tu te décrirais en tant que professeure féministe en études féministes ?

CC: Je dirais que mon intérêt pour l'approche féministe m'a amenée à réfléchir sur les fondements d'une

pédagogie féministe. Aussi, j'ai toujours eu le souci de ne pas être dans des rapports hiérarchiques avec les étudiantes, même si je suis consciente qu'il existe un rapport d'autorité entre elles et moi. Je voulais également leur communiquer ma passion en faisant en sorte que les connaissances acquises stimulent leur désir d'engagement social afin que, politiquement, les choses avancent ! Pour moi, faire le lien entre le changement personnel et l'engagement social, fait toujours sens. Je pense que ma pédagogie s'appuie sur certains principes de l'intervention féministe: favoriser la solidarité entre les femmes, susciter l'engagement social et la mise en place de ressources alternatives. J'ai le souci, en tant que professeure en travail social, que les savoirs transmis à l'université puissent mener à des actions transformatrices. Nous ne sommes pas là pour reproduire le système, mais pour travailler à sa transformation dans le sens des intérêts de ceux qui sont marginalisés et laissés-pour-compte.

IM: Est-ce que ta pédagogie s'est transformée avec les années? Est-ce que ce sont les mêmes valeurs qui t'animent ? As-tu été obligée de changer tes pratiques ?

CC: Ce sont toujours les mêmes valeurs qui m'animent. Mes pratiques pédagogiques se sont quelque peu transformées car, maintenant, j'enseigne surtout à des grands groupes. Je n'ai plus l'opportunité de connaître personnellement mes étudiantes, sauf celles qui étudient à la maîtrise. Par contre, je me sens privilégiée de pouvoir compter sur une vaste production scientifique pour alimenter mes cours, ce qui n'était vraiment pas le cas au début des années 70 ou 80. C'est exponentiel maintenant tout le savoir féministe !

IM : Est-ce que tu trouves que ton message a changé?

CC : Ce que j'essaie de dire à mes étudiantes, c'est que malgré les changements importants qui ont pris place dans la société québécoise depuis 30 ans, la partie n'est pas encore gagnée ! Je suis sensible au fait qu'elles se posent les mêmes questions sur leurs rapports amoureux, sur leur engagement professionnel compatible ou non avec leur désir d'enfant, qu'elles ont toujours les mêmes exigences vis-à-vis leur corps. Ces questions-là ne sont jamais réglées totalement! En tant que futures travailleuses sociales, je crois qu'il est toujours utile qu'elles réfléchissent à la manière dont elles vont intervenir auprès des femmes pauvres, monoparentales ou stigmatisées. Est-ce qu'elles vont les traiter de haut parce qu'elles ont eu accès à une formation universitaire ? Comment elles vont se positionner ? Il y a toujours du travail à faire pour déconstruire nos préjugés et revoir nos rapports de pouvoir.

Il y a toujours du travail à faire pour déconstruire nos préjugés et revoir nos rapports de pouvoir...

IM: Si tes étudiantes n'avaient qu'un seul message à retenir en sortant de ton cours à la fin de la session, que serait-il ?

CC: C'est une bonne question ! J'espère que je leur enseigne à être authentiques, à ne pas croire que ce qui existe maintenant dans la société, ça leur est dû, à ne pas oublier que d'autres femmes ont été là avant elles et se sont battues. Je pense que c'est important d'avoir une perspective historique sur la situation des femmes afin de ne pas oublier les luttes qui ont été menées et qui leur ont permis d'avoir plus de liberté. Bien sûr, ce sont elles qui sont les principales artisanes de leur vie, mais elles doivent aussi

s'inspirer de l'histoire des femmes et, en même temps, devenir actrices de leur propre histoire. Enfin, je pense que c'est important de ne pas juste penser à soi, à son petit bien-être et à sa carrière, je crois aussi qu'il faut redonner à d'autres ce dont nous avons pu bénéficier.

IM: Quelles expériences et collaborations de recherche ont été les plus significatives pour toi?

Je pense que c'est important de ne pas juste penser à soi, à son petit bien-être et à sa carrière, je crois qu'il faut redonner à d'autres ce dont nous avons pu bénéficier.

CC: Ma première expérience de recherche sur l'intervention féministe a joué un rôle déterminant dans ma vie professionnelle et militante. Puis, en juin 1985, dans le cadre d'une assemblée générale du Groupe interdisciplinaire d'enseignement et de recherche féministes (ancêtre de l'IREF), j'ai rencontré Francine Descarries. Ma complicité avec Francine dure depuis ce temps ! Plus de vingt-cinq ans d'échanges, de réflexions, de projets et de plaisirs partagés. C'est assez unique! Nos premières collaborations ont été autour du discours féministe et de la maternité, puis le thème de l'articulation famille-travail est devenu un thème extrêmement porteur sur le plan de nos recherches et de nos interventions publiques. Depuis quelques années, dans le cadre d'une équipe de recherche qui regroupe des étudiantes en études féministes de diverses disciplines, nous avons renoué avec nos intérêts respectifs pour le discours et les pratiques d'intervention fémi-

nistes. Un autre projet s'est ajouté à notre agenda récemment, un projet qui a toute sa pertinence puisqu'il vise à mieux connaître la réalité des parents-étudiants à l'UQAM, à identifier leurs besoins et les ressources jugées nécessaires à la poursuite de leurs études.

IM: Tu clos bientôt une période d'enseignement après quelque 25 ans de carrière. Que retiens-tu de toutes ces années passées en études féministes ?

CC: J'espère que cet investissement dans le domaine des études féministes va porter fruits. Je crois qu'il a déjà contribué à soutenir des générations montantes de féministes, qu'elles soient engagées dans une carrière ou dans le mouvement des femmes. J'espère aussi que la complicité entre les milieux de pratique et les milieux universitaires, entre les jeunes et les moins jeunes, va se poursuivre. Je pense que c'est que ces échanges et ces collaborations m'ont beaucoup marquée et nourrie. J'ai l'impression qu'en études féministes, nous avons toujours essayé de ne pas être une chapelle, de ne pas fonctionner en vase clos et, en ce sens, de mettre de l'avant un engagement social. Ce lien-là, entre théorie et pratique, je pense qu'il est fondamental et je souhaite qu'il perdure.

IM: Qu'est-ce qu'on peut te souhaiter, Christine, pour la fin de ta carrière et le début de ta retraite ?

CC: D'avoir encore des occasions de complicités et d'échanges avec les milieux féministes. C'est certain qu'il y aura des ruptures, malheureusement. Quand tu n'es pas dans leur quotidien des gens, ils t'oublient. Mais ces ruptures sont peut-être nécessaires pour passer à autre chose... J'espère trouver des lieux d'investissement qui vont être autant porteurs que l'université l'a été, que le mouvement féministe et l'IREF l'ont été. En

prenant ma retraite, je vais avoir plus du temps pour réfléchir, pour explorer de nouvelles avenues! Je vais maintenir des liens avec le mouvement des femmes et à lire ce qui se publie en études féministes. Je vais peut-être réfléchir davantage à la question de la vieillesse! Ma vie va changer, va m'apporter d'autres questionnements, mais je ne pense pas que je vais perdre pour autant ma lecture féministe. Je n'ai pas été habitée par une telle passion, tout à coup, laisser tout tomber!

IM: En terminant, je tiens à te dire, Christine, que travailler avec toi a été une grande source d'enrichissement, de stimulation et de soutien, je te remercie d'être la personne que tu es, la professeure, la pédagogue, la chercheuse que tu as été pour moi. Merci Christine !

CC: Je te remercie aussi d'avoir accepté de faire cette entrevue; j'avais le plaisir de parler à quelqu'une avec qui j'ai vécu une grande complicité au fil des ans!

Analyser, déconstruire et transformer la visibilité médiatique des femmes et des hommes vivant avec le VIH/sida

par Maria Nengeh Mensah, professeure à l'École de travail social et à l'IREF

Un programme d'actions partagées

Depuis 25 ans, plusieurs enquêtes ont révélé le rôle déterminant que joue le contexte social et culturel dans la stigmatisation liée à l'épidémie du VIH/sida. Toutefois, peu d'études se sont préoccupées de l'environnement médiatique et rare sont celles qui l'ont abordé d'un point de vue féministe. Notre recherche¹, baptisée le « *Projet VIHsibilité* », s'intéresse justement à la transformation du discours et des messages médiatisés à propos des personnes vivant avec le VIH dans les médias selon la perspective des études culturelles féministes. L'équipe qui soutient et anime ce projet se compose de deux professeurs-chercheurs engagés dans la recherche sur le VIH/sida et les questions de sexualité, ainsi que plusieurs collaborateurs et collaboratrices du milieu communautaire et de la recherche en partenariat. Plusieurs étudiantes de l'IREF et professionnels de recherche ont contribué à la mise en œuvre du projet².

Au terme des trois années de cette recherche, il faut souligner la collaboration, par moment magique, avec Tom Waugh, professeur en cinéma et en études interdisciplinaires sur la sexualité à l'Université Concordia. La recherche en partenariat, assurée par René Lavoie de la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le VIH/sida (COCQ-sida) a aussi porté fruit. Ce collaborateur militant a favorisé l'appropriation des résultats et leur application dans l'action au sein des groupes et des organismes membres du comité consultatif de la recherche. Ceux-ci



À l'avant: Maria Nengeh Mensah
De gauche à droite: Tom Waugh, Marie-Ève Gauvin, Pauline Curadeau,
Marie-Ève Manseau-Young, Mélina Bernier et Albert Martin.

représentent une variété de milieux associatifs et institutionnels, dont les groupes suivants : Action Séro Zéro, Archives gaies du Québec, Association des intervenants-es en toxicomanie du Québec, Centre d'action sida Montréal Femmes, Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le VIH/sida, Comité des personnes atteintes du VIH du Québec, Fréquence VIH, Maison du Parc, Maison Plein Cœur, Unité de santé internationale de l'Université de Montréal, Service de lutte contre les infections transmissibles sexuellement et par le sang (MSSSQ), Société canadienne du sida et Stella.

Une étude critique et participative

Le *Projet VIHsibilité*, en cours depuis 2005, vise à comprendre et à comparer la place qu'occupent les femmes et les hommes infectés dans le traitement journalistique du VIH et du sida, à savoir: quelle est la nature et l'importance relative des discours sur la masculinité séropositive et des discours sur la féminité séropositive? Quels types d'hommes sont interpellés ou construits? Quels types de femmes? Et en fonction de quels facteurs ces discours et messages médiatisés ont-ils évolué depuis 1981 au Québec? Les réponses à ces questions fourniront des indices pouvant réduire le climat de discrimination et de stigmatisation envers les personnes infectées.

Notre approche des médias, du discours et des messages médiatisés, les interroge du point de vue de leur complexité; c'est-à-dire compte tenu des forces historiques et des rapports de pouvoir dont dépend l'articulation des changements sociaux — en l'occurrence, ici, du fait que les femmes séropositives et les hommes séropositifs sont positionnés sur des axes de vulnérabilité sexospécifiques. Nous accordons ainsi une importance au travail idéologique des messages médiatisés, mais aussi aux significations multiples et aux interprétations parfois subversives du discours sur le VIH/sida. Les diverses communautés qui interprètent le discours de la presse écrite sont considérées comme ayant un rôle et un pouvoir dynamiques : elles sont actives et productrices de changement social.

Il n'était pas suffisant pour nous, méthodologiquement, d'identifier les problèmes que pose l'évolution du discours des médias, nous voulions également participer à sa transformation avec les acteurs du milieu qui luttent contre la stigmatisation et la discrimination. Notre démarche a donc intégré des techniques de recherche qui visent à comprendre un phénomène (analyse de contenu et analyse du discours) et une stratégie d'action qui vise à changer la situation à l'étude (la création d'un comité consultatif dont les membres agissent à titre de «communautés interprétantes»). Les personnes participant à la recherche ont élaboré des recommandations d'intervention appropriée afin de négocier avec les messages stigmatisants, empreints d'homophobie ou d'hétérosexisme par exemple. Elles ne forment plus un public inerte qui subit le discours des autres, mais bien des communautés interprétantes qui participent à la transformation des messages médiatisés. Et puisque le projet VIHsibilité s'intéresse aux rapports de pouvoir qui traversent les rapports sociaux de sexe/genre/désir

(entre les hommes et les femmes, entre les hommes et entre les femmes), les études féministes et leur capacité à déconstruire les catégories binaires qui maintiennent et reproduisent les rapports de pouvoir déterminent nos analyses.

Des résultats parlants

Au total, plus de 15 000 articles de presse publiés entre 1982 et 2004 ont été repérés dans quatre journaux quotidiens de langue française : *La Presse*, *Le Devoir*, *Le Soleil* et *Le Droit*. En plus de ce corpus global, la recherche a permis de dépouiller des sous-corpus numérisés, thématiques et temporels (N=12 700) de 1988 à 2004, portant sur des années spécifiques et sur des sujets liés aux préoccupations de recherche des membres du comité consultatif. Celles-ci sont nombreuses et recouvrent les « identités d'exposition au VIH » (homo/bisexuel, prostitué-e, utilisateur-trice de drogue injectable, africain-e, etc.), les différences générationnelles entre populations infectées et affectées, le travail de prévention et les enjeux associés au témoignage public des personnes vivant avec le VIH dans les médias. Un premier constat issu du repérage d'articles est que la presse n'a jamais arrêté de parler des personnes vivant avec le VIH depuis le début de l'épidémie, et elle en parle davantage aujourd'hui dans les années 2000, mais pas n'importe quand ni n'importe comment. Ainsi, les résultats contredisent l'idée qu'on parle de moins en moins du VIH et du sida dans la presse écrite et que ceux-ci sont banalisés.

En ce qui a trait à l'analyse comparative de la visibilité médiatique des hommes et des femmes infectées, trois régimes de visibilité nous ont particulièrement intéressés :

- visibilité diagnostique renvoie aux messages sur l'épidémiologie et

le dépistage, à la localisation statistique ou épidémiologique des personnes vivant avec le VIH (par ex. on parle plus du nombre de femmes infectées aujourd'hui qu'il y a dix ans). C'est un processus d'identification par les médias;

- visibilité classificatoire concerne les messages qui s'appuient sur les « identités d'exposition » associées aux femmes et aux hommes vivant avec le VIH (par ex. on parle des personnes aux conduites jugées déviantes, victimes, coupables ou innocentes). C'est un processus de catégorisation par les médias;
- visibilité militante réfère aux messages sur l'autodétermination des personnes séropositives, leur résistance et leur organisation communautaire (par ex. on parle des actions individuelles et collectives de défense des droits). C'est un processus de représentation par les médias.

Globalement par rapport à la couverture de presse généraliste, les données suggèrent que la séropositivité féminine est davantage associée à des contenus sur le dépistage et les traitements (visibilité diagnostique) et la résistance ou l'organisation communautaire (visibilité militante), tandis que les thèmes entourant la criminalité (visibilité classificatoire) prédominent lorsqu'il est question des hommes séropositifs. L'analyse de contenu d'un sous-corpus d'articles (n=144) a révélé que les propos des hommes séropositifs sont cités ou rapportés plus souvent que ceux des femmes, mais qu'il y a davantage d'unités d'informations³ en provenance de femmes séropositives qualifiées de « militantes ». Ces résultats illustrent la fragmentation des efforts de lutte contre le VIH/sida en fonction du sexe/genre. La mobilisation féminine et féministe, d'ici et d'ailleurs, est superposée à celle des hommes

gais, voire posée au dessus de la lutte des hommes pourtant bien plus nombreux à être infectés par le VIH au Québec.

Nous avons également procédé à l'analyse de contenu de la presse féministe, à partir de la *Gazette des femmes* (1979-2006) et de *La Vie en rose* (1981-1987; 2006). Un total de 61 articles portant sur les femmes vivant avec le VIH ont été repérés, ce qui constitue une couverture assez limitée pour une période si longue. La sexualité apparaît rapidement comme une source de significations multiples dans le traitement du sujet. Il y a la sexualité niée (des lesbiennes), la sexualité périlleuse (des adolescentes), la violence sexuelle et l'exploitation (envers les travailleuses du sexe). Dans ces articles, la femme séropositive ou sidéenne est toujours un peu marginale et marginalisée, quoi qu'une place importante soit accordée à sa visibilité militante. Enfin, tout comme dans la presse généraliste, l'image des femmes africaines est associée à une culture patriarcale sans merci et à un contexte de violence généralisée (polygamie, excision, guerres, famines, etc.).

Une diffusion dans divers milieux

Des communications et la rétroaction avec la communauté ont donné une vitalité au projet VIHsibilité. Nous avons présenté les résultats préliminaires de la recherche au 16^e Congrès international sur le sida (Toronto 2006), au colloque *Normes et contre/normes: sexualités et déshumanisation des femmes* à l'Université Paris 7 (2007), à la 8^e Conférence internationale sur les aspects psychosociaux de l'infection au VIH (Marseille 2007) et, cette année, aux *Journées annuelles québécoises de santé publique*. Le Projet VIHsibilité était également présent au *Forum des personnes vivant avec le VIH* organisé par la COCQ-sida et au

Cycle de conférences de l'Université Concordia sur le VIH/sida.

Nous avons tenu une Journée d'étude le 22 février 2008. La journée a permis de réunir une trentaine d'individus afin d'approfondir la réflexion et d'ouvrir le débat sur la visibilité médiatique des personnes vivant avec le VIH. Les objectifs spécifiques de la journée étaient triples. Nous voulions échanger sur nos impressions et nos interprétations du discours de la presse écrite et de son évolution, à partir d'un travail en atelier sur des articles de presse d'hier et d'aujourd'hui. Nous voulions nommer les besoins des personnes séropositives et des milieux communautaires lorsqu'ils font face aux médias et nous souhaitons partager des stratégies d'action appropriées. Tous ces objectifs ont été atteints et plus. Hommes et femmes infectées, intervenants, militants et bénévoles des milieux communautaires et institutionnels, se sont engagés à combattre la stigmatisation liée au VIH au moyen des médias. Plusieurs recommandations d'action ont été identifiées, dont la nécessité de :

- sensibiliser les médias journalistiques;
- mieux accompagner les personnes séropositives qui témoignent dans les médias;
- devenir nos propres véhicules d'information;
- favoriser la concertation et le dialogue entre les milieux communautaires et institutionnels;
- tenir une Journée d'étude avec des représentants des milieux médiatiques;
- continuer de travailler sur les tabous entourant le VIH et le sida.

La suite...

La journée d'étude a également été l'occasion de lancer le site Web du Projet VIHsibilité qui contient une foule d'informations concernant les diverses manières de voir les femmes et les hommes infectés. Allez voir à : www.vihisibilite.ugam.ca

Il reste beaucoup de travail à faire dans ce sens. C'est pourquoi nous allons poursuivre l'étude du discours des médias dans le cadre d'un deuxième projet grâce à une subvention de 87000 \$ octroyée par le CRSH pour 2008-2011. Il s'agira de documenter les usages du témoignage public des personnes vivant avec le VIH dans les médias non journalistiques, et de comparer les conditions qui amènent les femmes et les hommes à témoigner ou non de leur séropositivité. Nous continuons de poser un regard critique sur l'environnement médiatique et social des personnes vivant avec le VIH. Ce regard ne peut être que partiel et engagé, tout autant qu'il est partagé, parlant et propice aux visibilités multiples.

¹ Cette recherche déposée à l'IREF a bénéficié d'une subvention provenant du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (2005-2008). J'emploie le 'nous' dans la suite du texte pour référer aux multiples intervenants et intervenantes impliquées dans la réalisation du projet.

² Il s'agit notamment des étudiantes: Mélina Bernier (maîtrise en intervention sociale), Émilie Cantin (maîtrise en création littéraire), Marie-Julie Garneau (maîtrise en communication), Catherine Giroux (maîtrise en intervention sociale), Marie-Ève Gauvin (maîtrise en travail social) et de Marie-Ève Manseau-Young (baccalauréat en études littéraires). Les professionnels impliqués sont: Jean Dumas (doctorat en communication) et Robin Williamson (traductrice et réviseuse).

³ Une unité d'information est une séquence logique d'énoncés dont le sens est contenu dans: une phrase, quelques mots, un ou plusieurs paragraphes.

À l'occasion de la Journée

Dans le cadre de la Journée internationale des femmes, l'IREF a présenté « De conquête en conquête », un événement qui s'est adressé tant à des amateurs-es d'histoire politique que de création musicale. Ces deux activités, une conférence sur la conquête du banc des jurés par le Front de libération des femmes et un Symposium-concert intitulé : Y a-t-il une compositrice au programme? ont eu lieu le mercredi 5 mars à la salle des Boiseries de l'UQAM. Elles ont été organisées en partenariat avec le Centre de musique canadienne au Québec (CMC), Maestra et les Éditions du remue-ménage.

Le texte qui suit préparé par Lyne Kurtzman réunit des extraits du compte rendu rédigé par Jean Vincent Windsor et Nicole Carignan.

La conquête du banc des jurés par le Front de libération des femmes

Ancienne militante du Front de libération des femmes (1969-1971) et toujours engagée dans le mouvement féministe, **Marjolaine Péloquin** a d'abord mentionné l'importance de la lutte actuelle contre le système patriarcal pour faire triompher le principe de l'égalité dans les rapports de genre. Puis, elle a survolé les événements qui ont culminé avec l'emprisonnement de sept militantes du Front de libération des femmes (FLF) le 1^{er} mars 1971. Dans une conjoncture de crise politique aiguë dominée notamment par l'intervention militaire des troupes canadiennes de 1970, (Loi sur les mesures de guerre), le FLF, qui s'était solidarisé avec les autres luttes politiques pour l'émancipation du Québec, avait décidé d'engager une épreuve de force contre les pouvoirs en place en vue d'obtenir, entre autres, la levée de l'interdiction faite aux femmes d'exercer la fonction de jurée.

Face à la détermination du pouvoir de maintenir le statu quo, les féministes de la cellule Action-Choc du FLF ont pris à l'unanimité la décision de braver les autorités en allant s'asseoir le 1^{er} mars 1971 sur les bancs qui leur étaient interdits. Cette action de désobéissance civile, rigoureusement

préparée et sans violence aucune, leur valut d'être emprisonnées sur le champ pendant un mois, dans certains cas deux, ce qui n'a pas affaibli le mouvement, au contraire, l'action ayant plutôt servi de catalyseur à la mobilisation. Et celle-ci a fini par «payer» puisque suite à leur libération, les autorités ont voté le 18 juin 1971 la loi octroyant aux femmes le droit d'occuper la fonction de jurée. Marjolaine explique ainsi ce choix de la désobéissance civile par les militantes :

Il y a des conditions qui imposent la nécessité de la désobéissance civile, comme ce fut le cas en 1971 avec l'Action des jurées : il s'agissait pour nous d'un cas d'injustice et de discrimination majeure envers les femmes; la gravité de cette discrimination était évidente, intolérable, inacceptable, et, pour nous, il était absolument urgent de poser des gestes concrets pour la dénoncer et tenter de la faire cesser. Pour



Marjolaine Péloquin et Élise Bergeron, des Éditions du remue-ménage

nous, il était bien moins grave de faire de la prison – et même de risquer de perdre son emploi – que de continuer à subir plus longtemps cette inacceptable discrimination d'un système et d'une loi (...). Il y avait une autre condition importante qui justifiait notre action : il s'agissait d'une action de dernier recours : tous les moyens démocratiques avaient été utilisés depuis 3 ans par les femmes et les féministes sans que le gouvernement ne bouge d'un poil.

internationale des femmes 2008

Une lutte aux effets multiplicateurs...

De ces événements, madame Péloquin dit avoir tiré plusieurs leçons. Ils ont d'abord contribué à renforcer les liens de solidarité entre les différentes branches du féminisme québécois dont le féminisme radical et le mouvement de tendance réformiste. Cette solidarité, a-t-elle souligné, s'est étendue aux femmes prisonnières, et pour la première fois a-t-on vu des femmes manifester un tel rapport affectif entre elles. Cette belle expérience de sororité agissante, elle dit ne jamais l'avoir retrouvée avec autant de pureté et de force durant toute sa vie militante.

Par ailleurs, à l'instar de ses camarades à l'époque, elle déplore que les médias n'aient retenu que le côté sensationnaliste de cette action politique, et non les raisons profondes – féministes radicales –. L'héritage

pour le mouvement plus large est cependant important puisque celui-ci, fort de ces conquêtes historiques, acquiert une certaine légitimité dans l'opinion publique et peut envisager l'avenir avec une certaine assurance. Parmi ces conquêtes, elle a souligné aussi le droit ou la liberté pour les femmes d'avoir accès à l'avortement et d'utiliser les méthodes contraceptives. À cet effet, des structures telles le Service de référence sur la contraception et l'avortement et une garderie populaire ont été mises en place par le FLF en vue de garantir la gratuité de l'accès à ces services et d'assurer la protection de droits acquis de hautes luttes.

Aussi, c'est un leurre de croire, dit-elle, que la lutte est finie et que le mouvement féministe est dépassé parce que beaucoup de droits essentiels ont été obtenus. Le système patriarcal persiste et se drape d'autres oripeaux. Pour

preuve, elle a évoqué la récente décision du gouvernement Harper de réduire les subventions allouées aux groupes de femmes revendiquant l'égalité des sexes. De même, elle a souligné la pauvreté des femmes, la discrimination dont elles sont victimes au sein des entreprises en ce qui concerne les échelles de salaire, la structure hiérarchique des postes et des fonctions qui tourne le plus souvent à l'avantage de leurs collègues masculins, qui ne sont pas toujours mieux qualifiés qu'elles. Marjolaine Péloquin a conclu en invitant les féministes, les jeunes en particulier, à ne pas dormir sur leurs lauriers et à continuer la lutte pour le triomphe de tous leurs droits.

¹ La conférence de Marjolaine Péloquin a porté sur son ouvrage paru en mai 2007 aux Éditions du remue-ménage: *En prison pour la cause des femmes. La conquête du banc des jurés.*

* * * * *

Symposium-concert : Y a-t-il une compositrice au programme?

Le Symposium-concert a proposé un amalgame entre des conférences et des prestations musicales, avec la participation du public. Il a porté sur l'occultation des compositrices dans l'éducation et la diffusion musicales au Québec et ailleurs dans le monde.

Nicole Carignan, compositrice et professeure en éducation et formation spécialisées, a traité de la place des compositrices dans les manuels scolaires et montré, chiffres à l'appui, cette occultation.

La professeure a d'abord présenté les résultats de certaines études qui ont montré que la place laissée aux compositrices dans le patrimoine mémoriel des créations musicales internationales est bel et bien réduite à la portion congrue. À titre d'exemple, elle a cité une étude de Diemer (1986-1990) qui a démontré que parmi les 1528 professeurs de composition recensés, figuraient seulement 106 femmes, ce qui représente un pourcentage de 6.93%.

Une autre étude réalisée cette fois par Jezic et Binder (1984-1985) a révélé que sur les 14 livres les plus utilisés en introduction à la musique aux États-Unis, publiés entre 1975 et 1985, 28% de ces 14 titres publiés depuis 1979 ne mentionnent aucune femme compositrice, plus de 50% n'en mentionnent qu'une ou aucune et seulement 5 mentionnent 3 ou 4 compositrices. De même, sur 47 textes sur l'histoire de la musique publiés entre 1940 et 1985, 12 ne mentionnent pas de compositrices et 17 n'en mentionnent qu'une

ou deux. Nicole Carignan a aussi analysé trois manuels scolaires québécois à l'usage des élèves du secondaire afin de montrer une fois de plus le peu de place qui est réservée aux compositrices. Dans le premier manuel titré «Mélomanie» de M. Fortin (2005), sur 170 pages 7 sont consacrées à l'histoire de la musique et les femmes compositrices sont absentes. Même dans le portrait d'artistes, on ne retrouve que des hommes dont 13 compositeurs et 4 groupes constitués d'hommes. Dans «Musiccontact» coordonné par D. de Melo (2005), seulement 4 femmes interprètes et non compositrices figurent sur une liste de 52 musiciens repérés. Et au tableau de l'histoire de la musique savante dite musique sérieuse, aucune mention de compositrice n'a été faite : une seule artiste est signalée et c'est George Sand. Au total, le ratio des représentations selon le sexe est de 1/12. Dans le 3^{ème} manuel intitulé «Diapason» de C. Hénault (1990), 6 musiciens sont présentés dans la section "Répertoire à jouer". Aucune femme n'y figure bien que l'auteure soit une femme.

Ces références évoquées à propos du déficit de représentation dont les compositrices sont victimes dans les ouvrages consacrés à la recension des œuvres des créateurs musicaux ont poussé Nicole Carignan à la fin de sa communication à s'interroger sur les responsables de cette piètre représentation, alors que, pourtant, les femmes compositrices ont composé de tout temps et existent en grand nombre. Elle a aussi déploré l'impact de ces études et contenus d'enseignement sexistes sur l'imaginaire ou le système de représentation des jeunes filles, qui pourraient finir par interioriser la conviction que l'histoire est constituée de génies qui sont tous mâles et que la composition musicale comme activité de l'esprit ne serait que l'apanage des hommes. Ainsi, elles sont injustement privées de modèles féminins pour inspirer leur choix de faire une carrière de compositrice, souligne

la conférencière qui s'est toutefois consolée à l'idée que les filles ont de plus en plus accès aujourd'hui à une formation musicale de haut niveau, ce qui, espère-t-elle, devrait lancer un message clair de nature à corriger cette distorsion.

Les dernières communications ont été celles de **Mireille Gagné**, directrice du Centre de musique canadienne au Québec (CMC) et de **France Leblanc**, directrice de *Maestra*. La directrice du CMC Québec a répertorié les activités de promotion et de diffusion de la création au Québec, et la directrice de *Maestra*, organisme voué à la promotion musicale des femmes, a approfondi quelques-uns des facteurs à l'origine de l'occultation de l'apport des femmes en matière de création musicale.

Se référant à une recherche réalisée dans le cadre de l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes il y a trois ans, France Leblanc a relevé les contraintes idéologiques, culturelles et matérielles auxquelles les femmes ont dû faire face quand elles décidaient de faire carrière en musique. Elle a mentionné le fait que l'éducation musicale féminine ait, pendant longtemps, orienté les filles vers des secteurs de la musique autres que la création; le fait que nombre d'entre elles aient dû se cantonner à la musique de salon et aux chants religieux; le fait que la socialisation des filles tende à réprimer leurs élans créateurs, et enfin le poids des stéréotypes et la tendance toujours présente de certains critiques musicaux à évaluer l'apport des femmes à partir de l'idée d'une «nature» des femmes qui serait étanche aux exigences d'abstraction et de «virilité» de la création musicale.



Trois œuvres musicales composées par des femmes ont été interprétées par la violoncelliste Hélène Gagné (à gauche sur la photo en compagnie de Mireille Gagné, directrice du Centre de musique canadienne au Québec). Il s'agit d'une pièce de Rosemary Mountain intitulée «Reflexions/Lament», de la pièce «Sonnets» de Nicole Carignan et de la pièce «Vez» de Ana Sokolovic.

Comme les autres intervenantes qui l'ont précédée, France Leblanc croit qu'avec de la persévérance, avec des structures telles le Centre de musique canadienne, et certains festivals de musique internationaux, dont les contributions sont inestimables, le travail des femmes dans le domaine de la composition musicale finira par être reconnu et mieux apprécié.

Sources:

- Diemer, E. L. (1986-90). "Women Composers as Professors of Composition", in *The Musical Woman: An International Perspective*, vol. III, J. Lang Zaimont (editor-in-chief), J. Gottlieb, J. Polk, and M. J. Rogan (ass. editors), Greenwood Press, chap. 17, pp.714-738.
- Jezic, D., Binder, D. (1984-85). "A Survey of College Music Textbooks: Benign Neglect of Women Composers?", in *The Musical Woman: An International Perspective*, vol. II, J. Lang Zaimont (editor-in-chief), C. Overhauser and J. Gottlieb (ass. editors), Greenwood Press, chap. 17, pp.445-469.

Séminaire de recherche avec Danielle Juteau

Diversité, ethnicité et rapports sociaux de sexe

par Isabelle Courcy, étudiante en sociologie

Dans le cadre des séminaires de recherche organisés par l'IREF, madame Danielle Juteau, professeure émérite au Département de sociologie de l'Université de Montréal et sociologue de renom, a tenu le 15 février dernier un séminaire portant sur la construction sociale de l'ethnicité et des rapports sociaux de sexe. La question de l'intersectionnalité y était également analysée à la lumière de ses écrits sur le sujet et des textes d'Éléonore Lépinard et de Christian Poiret¹. La diversité ethnique suscitant de nombreuses controverses sur la scène internationale, les questions entourant ce débat se rapporteraient à une «nébuleuse» englobant plusieurs thèmes («différences et égalités», «citoyenneté et droits», «sexe, genre et nation», «multiculturalisme», «intégration») et où les rapports sociaux de sexe occuperaient une place prépondérante. Sur la base de ses recherches, Danielle Juteau nous fait part de sa réflexion sur le sujet.

Les dynamiques sociétales contemporaines

D'entrée de jeu, Danielle Juteau souligne que la diversité ethnique, contrairement à ce que certains pensent spontanément, n'est pas un phénomène nouveau. Bien que les États-nations aient différentes manières de gérer la diversité ethnique, deux débats se seraient posés dans les sociétés contemporaines. Le premier débat ayant porté sur la reconnaissance et la redistribution (*recognition and redistribution*) serait, selon Danielle Juteau, passé à côté des vrais problèmes. En fait, la sociologue déplore la trop grande présence de l'approche philosophique qui s'est faite au détriment de la perspective sociologique et de l'analyse des rapports sociaux. Il s'avèrerait donc crucial de

«resocialiser» le débat, affirme-t-elle, afin «de penser l'égalité culturelle comme une dimension des rapports constitutifs des groupes ethniques et nationaux». Le deuxième débat, davantage sociopolitique, porterait sur la mauvaise intégration des immigrants ainsi que sur la société globale. Entre autres alimenté par les attentats du 11 septembre, les demandes d'accommodements raisonnables et la montée de l'intégrisme, il découlerait de ce débat l'interrogation suivante : le multiculturalisme est-il allé trop loin? La crainte d'une intégration ratée inquiéterait les citoyens, amènerait les États à s'interroger et, dans certains cas, à modifier leurs pratiques. S'inscriraient également dans cette dynamique les craintes des majoritaires ainsi que les replis identitaires. Bref, c'est comme si aujourd'hui le multiculturalisme avait perdu son aura, et ce, même dans des sociétés où les pratiques et les politiques diffèrent considérablement.

La liberté de religion et les droits des femmes

En ce qui a trait au lien existant entre le multiculturalisme et les libertés religieuses, Danielle Juteau s'appuie sur quelques pistes de réflexion dégagées par la politologue Janice Stein² qui s'est intéressée aux pratiques religieuses défavorables à l'égalité sexuelle. Selon Stein, les demandes liées aux droits et à la différence religieuse touchent davantage les femmes. Prenant pour exemple certaines coutumes vestimentaires, elle ajoute que même quand elles sont réclamées par les femmes au nom de l'authenticité, ces tenues demeurent définies par les hommes. En outre,



Danielle Juteau

puisque toutes les grandes religions réserveraient aux femmes des places de subordonnées, nous devrions, selon Stein, nous inquiéter du multiculturalisme car il est susceptible de renforcer et de légitimer l'inégalité entre les sexes. La liberté de religion et l'égalité des droits, surtout l'égalité sexuelle, sembleraient donc incompatibles car certaines obligations religieuses discriminent les femmes. De plus, les institutions religieuses bénéficieraient de privilèges au niveau fiscal, ce qui transposerait la pratique religieuse de la sphère privée à la sphère publique. Dans cette logique, les droits à l'égalité de la Charte devraient-ils avoir une forme d'application quand des institutions sont reconnues officiellement et reçoivent des avantages monétaires ?

En fait, le lien de conflit entre deux valeurs de la Charte, c'est-à-dire l'égalité de droit et l'égalité de religion, serait un réel problème. Selon Kymlicka, l'émergence d'une culture des droits fondée sur les idéaux d'égalité et de non discrimination, *The Human Rights Revolution*³, serait intimement liée à la montée de l'orthodoxie religieuse. En fait, la

demande accrue de normes égalitaires engendrerait aussi celle des exemptions. Cette révolution des droits serait présentée par Kymlicka comme une extension des clauses de non discrimination de l'État à la société civile, au secteur privé et à l'Église. Toutefois, l'élargissement des droits ne pourrait se poursuivre indéfiniment car, en bout de ligne, la liberté de religion disparaîtrait elle aussi.

L'opposition féminisme/ multiculturalisme

Une autre manière d'aborder la question aurait été amenée par le débat qui a opposé multiculturalisme et féminisme, débat notamment alimenté par le livre d'Okin, *Is Multiculturalism Bad for Women?*²⁴ Principal argument d'Okin, le multiculturalisme ne pourrait pas être réconcilié avec des convictions égalitaristes car certaines cultures n'acceptent pas le principe du respect égal, et ce, surtout lorsqu'il est question des femmes. Ainsi, puisque la plupart des sociétés sont patriarcales (et que les cultures minoritaires le sont souvent davantage), la défense des droits culturels s'opposerait à la défense des droits des femmes, d'où l'opposition féminisme/multiculturalisme. Okin s'insurgerait également contre le recours à la différence culturelle dans les cours de justice et soulignerait ainsi les limites de la défense libérale des droits collectifs dont Kymlicka est le plus ardent défenseur. Bref, la défense des droits collectifs ne représenterait pas une solution pour les droits des femmes de cultures minoritaires. En effet, les défenseurs des droits collectifs accorderaient plus d'importance aux différences intergroupes qu'aux différences intragroupes. Dans la logique d'Okin, nous aurions plutôt intérêt à souligner les ressemblances et non leurs divergences entre les femmes. Selon Danielle Juteau, bien que des éléments soulevés par Okin soient intéressants, sa critique des droits collectifs serait associée à tort au multiculturalisme. En fait, « l'acceptation du pluralisme ne signifie pas une acceptation des droits collectifs », précise Danielle Juteau.

D'autres critiques pourraient être adressées aux propos d'Okin. Premièrement, sa conception essentialiste, figée et homogénéisante de la culture conduirait à une réification des groupes culturels, les posant ainsi comme étant exempts de conflits internes. Deuxièmement, l'on aurait reproché à Okin son discours occidocentrique qui ignore, d'une part, les rapports de pouvoir entre les majoritaires et les minoritaires et, d'autre part, les « rites » de sa propre culture. En d'autres termes, l'argumentaire d'Okin poserait le postulat d'une différence radicale et hiérarchique entre les cultures. Enfin, « l'analyse simpliste d'un lien causal entre le multiculturalisme et l'infériorisation des femmes » constituerait, selon Danielle Juteau, une autre critique portée au plaidoyer d'Okin.

Sexe/ethnicité/nation : quelques débats

D'autres débats se rapportant aux rapports ethniques et aux rapports sociaux de sexe sont soulignés par la conférencière. Tout d'abord, il semblerait que tous les minoritaires ne sont pas placés sur un même pied d'égalité. En fait, ce n'est pas tous les immigrants qui pourraient recourir à la défense des droits culturels. « Alors qui peut le faire et quand ? », s'interroge Danielle Juteau. Selon Rudnick, cet argument serait davantage « accepté » pour les personnes en provenance des pays du Tiers Monde, i.e. des pays postcoloniaux, à cause de la culpabilité occidentale et de son ignorance face à ces groupes. Ceci, déplore Danielle Juteau, conduirait à réifier des cultures et à les appréhender comme prémodernes plutôt qu'en mouvement et traversées par des conflits. Une autre question qui est posée chercherait à savoir pourquoi les mouvements pour la défense des droits culturels sont si souvent centrés sur la

défense des droits des femmes. À cet égard, Danielle Juteau se réfère à Pollitt⁵ qui soutient que c'est la subordination des femmes dans les cultures majoritaires qui explique pourquoi la société est prête à faire des concessions sur les droits des femmes alors qu'on accepterait mal d'en faire sur d'autres droits.

Mais comment en serions-nous arrivés à poser l'égalité sexuelle et l'égalité culturelle comme étant irréductibles et antithétiques ? Citant la sociologue Sirma Bilge⁶, Danielle Juteau propose que cette manière de poser le problème est « un construit idéologique utilisé à des fins politiques ». Bref, la défense de l'égalité sexuelle, employée par des personnes qui, fort probablement, n'en sont pas de véritables défenseurs, servirait à justifier des choix politiques sans questionner le rapport de domination entre les majoritaires et les minoritaires.

Depuis quelques années, la littérature féministe présenterait une certaine critique des femmes minoritaires adoptant une position qui semble être celle des féministes hégémoniques. Cette critique sur les féministes minoritaires qui « joueraient » le jeu des dominantes amène Danielle Juteau à se poser certaines questions. Selon cette dernière, l'argument de l'égalité sexuelle serait en effet utilisé à des fins politiques. Notamment, on s'en servirait pour définir et marquer des frontières entre le « nous », où règnerait la plus complète égalité sexuelle, et un « eux », où les femmes sont dominées. Cette analyse problématique occulterait les divergences à l'intérieur de chaque groupe et masquerait l'agentivité des femmes minoritaires, qui, selon Danielle Juteau, « ne sont pas des victimes passives qui subissent la domination, ne serait-ce que par les différents sens qu'elles donnent aux gestes qu'elles posent ». De plus, cette conception dichotomique d'un « eux » et d'un « nous » éclipserait l'inégalité et la subordination des

femmes dans «nos sociétés». Bref, les rapports sociaux de sexe seraient encore une fois passés sous silence : d'une part, chez les majoritaires, on insinue que l'égalité est un déjà-là ; d'autre part, chez les minoritaires, «c'est la culture» qui explique tout. Ainsi, on se retrouve non seulement à rendre invisibles les rapports sociaux de sexe, mais à complètement nier leur existence, déplore Danielle Juteau. Par ailleurs, le fait d'accuser des féministes minoritaires de jouer le jeu des féministes majoritaires est quelque chose de très questionnant. Pour Danielle Juteau, il semble tout aussi déplacé de reprocher à des femmes minoritaires qui choisissent, par exemple, de lutter contre le port du voile d'adresser des reproches à celles qui le porte. Existerait-il qu'une seule voie/voix ? Celle de l'*outsider* qui défend le port du voile et, la mauvaise, celle des *outsiders* qui sont critiques de la «domination sexuelle» qu'elles perçoivent et des *insiders* qui se joindraient à elles mais d'une manière complètement aveugle ? Cette nouvelle division entre un «nous pures» et un «elles dévoilées» est, selon Danielle Juteau, tout aussi périlleuse que la position entre un «nous à égalité sexuelle» et un «elles dominées».

Prenant pour exemple la théorisation de Guillaumin sur l'idéologie raciste⁷, la conférencière soutient que bien qu'elle soit une des premières à avoir considéré le racisme comme une idéologie, Guillaumin n'a jamais nié ni même occulté l'existence des groupes réels et concrets qui ont été constitués dans le rapport d'esclavage. Selon Danielle Juteau, nous serions présentement dans une mouvance qui met tellement l'accent sur la racialisation et la sexualisation que la constitution des groupes comme élément théorique tendrait à ne plus être prise en considération. Dès lors, ces nouvelles perspectives permettraient de critiquer les féministes des groupes minoritaires qui s'opposent à la domination sexuelle et qui reprennent des discours res-

semblant à ceux des féministes dominantes. Nous assisterions, de plus, à un jeu théorique et politique dangereux dans lequel on accuse les féministes hégémoniques de défendre un féminisme essentialiste et/ou universel. Selon Danielle Juteau, il est vrai que ces dernières ont souvent généralisé leur vécu à celui des femmes des minorités ethniques et qu'elles n'ont pas théorisé l'intersectionnalité. Mais peut-on dire pour autant que la catégorie « femme » n'existe pas ? Peut-on véritablement étiqueter d'«essentialistes» les féministes qui théorisent le rapport de domination dans lequel est constitué le groupe des femmes ?

L'analyse de l'intersectionnalité

En ce qui a trait aux rapports ethniques et aux rapports de sexe, Danielle Juteau souligne d'abord l'importance de l'analyse matérialiste. En effet, selon la sociologue, il s'avèrerait être un très mauvais pari que de penser les groupes ethniques ou les groupes de sexe en dehors des mises en relation dans lesquelles ils sont construits. Par exemple, il n'y aurait pas de «franco-phones » sans «anglophones», pas plus qu'il n'y aurait de «femmes» sans « hommes ». Tout serait constitué dans un rapport qui se transforme et qui possède une dimension économique, politique, idéologique et culturelle. D'où la pertinence, voire même la nécessité, de l'analyse intersectionnelle des rapports sociaux pour saisir comment, dans une situation précise, se structure une division sociale que nous ne pourrions pas expliquer à partir d'une analyse qui tait ce rapport.

En guise de conclusion, Danielle Juteau réitère l'importance de revenir à une analyse des rapports sociaux dans les débats portant sur l'ethnicité et les droits des femmes. Il faudrait tenir compte du fait que les rapports sociaux s'entrecroisent ; se constituent mutuellement. Danielle Juteau souli-

gne que le terme «intersectionnalité» est toutefois utilisé de manière fort différente. Elle réaffirme, en terminant, la pertinence de la catégorie «femme» puisqu'elle est d'abord et avant tout constituée dans un rapport particulier. Mais, «de là à dire que cela signifie que les femmes sont semblables et homogènes, il y a un pas ! », insiste-t-elle.

¹ Juteau, Danielle. 1999. « De la fragmentation à l'unité. Vers l'articulation des rapports sociaux », *L'ethnicité et ses frontières*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 103-129.

Juteau, Danielle. 1999. « L'ethnicité et la modernité », *L'ethnicité et ses frontières*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 185-197.

Lépinard, Éléonore. 2005. « Malaise dans le concept. Différence, identité et théorie féministe », *Cahiers du genre*, n° 39, p. 107-135.

Poiret, Christian. 2005. « Articuler les rapports de sexe, de classe et interethnique: quelques enseignements du débat Nord-américain », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21, n° 1, p. 1-26.

² Stein, Janice Gross. 2007. *Uneasy Partners. Multiculturalism and Rights in Canada*, Waterloo, Wilfrid University Press.

³ Kymlicka, Will. 2007. « Disentangling the Debate », dans J. Stein (dir.), *Uneasy Partners. Multiculturalism and Rights in Canada*, Waterloo, Wilfrid University Press, p. 137-57.

⁴ Okin, Susan. 1999. *Is Multiculturalism Bad for Women?*, Princeton, Princeton University Press.

⁵ Pollitt, K. « Whose Culture ? », dans Susan Okin (dir.), *Is Multiculturalism Bad for Women?*, Princeton, Princeton University Press, p. 27-31.

⁶ Bilge, Sirma. sous press. « Recasting the "Clash" between Gender Equality and Cultural Equality », dans Engin Isin (dir.), *Recasting the Social in Citizenship*, Toronto, University of Toronto Press.

⁷ Guillaumin, Colette. 1972. *L'idéologie raciste. Genèse et discours actuel*, Paris-La Haye, Gallimard.

Nouvelles parutions

Ces ouvrages ont mérité le Prix ex æquo de publication du meilleur mémoire de maîtrise — concentration en études féministes pour l'année 2006

Mélissa Nader, «Les enjeux de la suppression hormonale des menstruations : une analyse des discours de professionnels de la santé», *Cahiers de l'IREF*, n° 16, 135 pages.

Judith Patenaude, «Le modelage du corps et de l'esprit féminins dans *Histoire d'Omayya* (1985) de Nancy Huston: une critique des représentations de genre», *Cahiers de l'IREF*, n° 17, 138 pages.



En vente à l'IREF: 20 \$ ou commandez en ligne: www.iref.uqam.ca/publications.html

COLLABORATRICES

Nicole Carignan, Christine Corbeil, Isabelle Courcy, Lyne Kurtzman, Isabelle Marchand, Maria Nengeh Mensah, Marie-Andrée Roy et Jean Vincent Windsor.

COORDINATION

Lorraine Archambault, agente de recherche et de planification et adjointe à la formation

MISE EN PAGE

Céline O'Dowd, secrétaire de direction et assistante de programmes